

Analyse de l'influence de la gouvernance européenne sur les politiques économiques et sociales des États membres

Une recherche de l'Universidad Carlos III de Madrid (UC3M) analyse l'impact de la gouvernance économique européenne sur les réformes du travail et sociales qui ont eu lieu en Espagne ces dernières années et la manière dont elles détermineront celles de la période post-covid. Les résultats ont été publiés dans le livre « *El impacto social de la gobernanza económica europea* » (*L'impact social de la gouvernance économique européenne*).

Les politiques économiques et sociales des États membres de l'Union Européenne ont été conditionnées par la gouvernance économique européenne, en particulier pendant la période de la crise financière de 2008 et de la grande récession et, surtout, dans les pays qui ont connu les plus grandes difficultés pendant ces années, comme l'Espagne. Cela a entraîné des changements importants dans le cadre réglementaire social et du travail, tels que la réglementation des conditions de travail et de la protection sociale.

Toutefois, cette transformation n'a pas été réalisée par le biais d'instruments normatifs classiques, tels que des directives ou des règlements, mais par des rapports techniques rédigés par des experts des institutions européennes en dehors des canaux institutionnalisés de gestion du pouvoir, qui ont réussi à atteindre une pertinence suffisante pour devenir de profondes réformes législatives. La recherche du professeur Daniel Pérez del Prado, du département de droit social et international privé de l'UC3M, qui est incluse dans le livre « *El impacto social de la gobernanza económica europea* » (Tirant lo Blanch, 2021), analyse la documentation émanant de la gouvernance économique européenne pendant la période comprise entre 2011 et 2019.

MEDIOS DE COMUNICACIÓN

Selon le professeur Pérez del Prado, « les principales conclusions de l'étude sont dévastatrices. Il est clairement établi que les politiques d'austérité, déployées depuis 2010, ont été l'un des facteurs à l'origine de la rechute dans la crise en Europe, de sa prolongation dans le temps et de ses effets directs sur les systèmes et politiques de protection sociale », dit-il. « Subissant des réductions drastiques (sur les retraites, le chômage, la santé, etc.), elles n'ont pas joué le rôle de tampon social. En outre, les réformes structurelles ont ciblé les marchés du travail, et non les autres marchés », ajoute-t-il. Même si, nuance-t-il, « les politiques économiques imposées comme formule pour une plus grande coercition à travers les plans de sauvetage ont eu un grand impact sur le niveau de bien-être et les conditions de travail d'une grande partie des citoyens européens et, en particulier, espagnols ».

En outre, la recherche se penche sur les justifications qui ont été données pour encourager ces mesures. « Le modèle de droit social que les institutions européennes proposent aux États membres est clairement orthodoxe, contourne la fonction traditionnelle du droit social et est incompatible. On suppose que les experts des institutions européennes sont les seuls capables de savoir ce qui est le mieux pour leurs citoyens et, par conséquent, ceux qui sont appelés à formuler les lignes d'action à suivre. Cependant, les mesures promues, souvent douloureuses, n'offraient pas le contraste nécessaire avec d'autres approches ou perspectives et ne comportaient pas d'analyse coûts-avantages », note l'auteur.

L'étude se termine par une analyse des politiques futures et de leur application. « Nous nous demandons si l'activation de la clause d'exception générale du pacte de stabilité et de croissance, et d'autres décisions (comme le règlement SURE ou le plan de relance pour l'Europe, Next Generation EU), représentent un véritable changement de cycle ou une exception à un moment très particulier », conclut Daniel Pérez del Prado.

Référence bibliographique : Perez del Prado, D. (2021). Impact social de la gouvernance économique européenne. Tirant lo Blanch, Valencia. ISBN : 978-84-1378-930-9.